Le moment communaliste ?

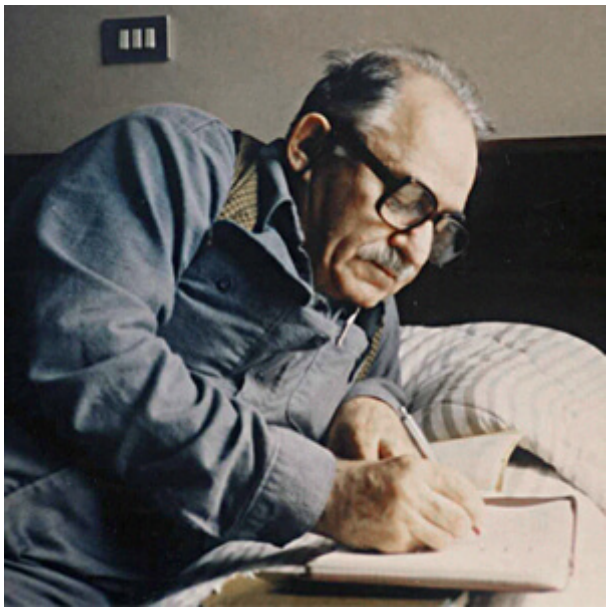
Elias Boisjean
11 décembre 2019

Texte inédit pour le site de Ballast

Les traductions de Murray Bookchin se multiplient, les biographies et les essais qui lui sont consacrés commencent à former une pile plus qu'honorable. Peu connu de son vivant, le théoricien étasunien, usuellement présenté comme le « père » de l'écologie sociale, a depuis peu le vent en poupe au sein de la gauche. Mais cet intérêt n'est pas sans poser question : convoqué pour son projet révolutionnaire « municipaliste libertaire » (ou « communaliste »), le risque est certain, par la grâce du prélèvement, d'assister à la domestication de son œuvre. De passer, en clair, d'un appel à renverser le capitalisme à l'intégration citoyenniste à l'ordre local et national existant. ☰ Par Elias Boisjean

---

[lire en espagnol]



Une décennie après son décès dans le Vermont, voici que la presse militante hexagonale se saisit de la théorie intégrale qu'il a léguée : « *une nouvelle politique* », disait Bookchin, à laquelle il consacra sa vie entière. En 2014, Reporterre loue ainsi sa « *pensée essentielle* » (quelques mois plus tôt, Besancenot et Löwy faisaient part, dans l'ouvrage *Affinités révolutionnaires*, de leur admiration pour le « *pionnier* » qu'il fut[1]). L'année suivante, Ballast s'entretient avec sa veuve, l'essayiste Janet Biehl, et creusera, jusqu'à ce jour, la

question communaliste. À l'été 2016, *Le Monde diplomatique* salue le penseur « *visionnaire* ». Fin 2018, *L'Humanité* le qualifie de « *défricheur* » et Le Média se demande si le municipalisme libertaire ne serait finalement pas « *la solution* ». En mars 2019, le mensuel *CQFD* s'interroge de savoir qui « *a une meilleure perspective à offrir* » que le municipalisme bookchinien[2] et l'émission Hors-Série, évoquant Bookchin au mois de novembre dernier, prévient : « *[L]e voici désormais (presque) partout : son heure est venue.* »

> ***« Affaire de terrain, d'abord. La révolution du Rojava, amorcée en 2012, a propulsé le penseur sur le devant de la scène. »***

Si l'on doit aux éditions Atelier de création libertaire d'avoir introduit ses écrits en France à partir des années 1980, il a bel et bien fallu attendre le mitan des années 2010 pour que Murray Bookchin suscite l'attention de la gauche française — voire européenne. Le 1er décembre 2019, l'initiative Faire Commune éclot à Paris : « *Il s'agit d'affirmer notre "droit à la ville". Dans ce droit, il y a l'idée d'une vie bonne, d'une vie juste et digne, où l'entraide est une clé de voûte*. » Elle invoque une « *organisation non-capitaliste de la vie* », se réclame ouvertement du communalisme et se réfère à Bookchin, au Rojava syrien et au Chiapas zapatiste. Le même jour, l'ancien footballeur Vikash Dhorasoo, en sa qualité de candidat aux élections municipales de 2020, en appelle au communalisme sur un célèbre plateau de télévision de France 2 — auprès d'une figure de la France insoumise et au nom de la liste Décidons Paris !, qui convoque également pour « *lignée* » le Rojava.

L'air du temps

Cette percée soudaine ne procède nullement du hasard. Affaire de terrain, d'abord. La révolution du Rojava, amorcée en 2012, a propulsé le penseur sur le devant de la scène. C'est qu'Abdullah Öcalan, théoricien du mouvement révolutionnaire kurde et cofondateur incarcéré du PKK, a lu Bookchin du fond de sa prison et fait savoir que ses analyses avaient pesé sur les siennes. Mieux : elles contribuèrent à la mutation du Parti des travailleurs du Kurdistan, troquant son marxisme-léninisme indépendantiste contre l'autonomie communaliste[3]. « *Je suis heureux qu'[Öcalan] trouve matière, dans mes idées sur le municipalisme libertaire, à aider à penser un futur corps politique kurde. [...] Mon espoir est que le peuple kurde puisse un jour établir une société libre et rationnelle qui permettra à son éclat de s'épanouir à nouveau* », écrivit Bookchin en 2004. À l'instar de l'enthousiasme soulevé par l'insurrection zapatiste au sein du mouvement altermondialiste dans les années 1990, le Rojava a su rallier à sa cause une partie de la

gauche internationale (marxiste et anarchiste, pour l'essentiel). Le « *nouveau socialisme*[4] » kurde, ou « confédéralisme démocratique », repose sur l'abolition du patriarcat et du marché capitaliste, l'écologie et le pouvoir communal décentralisé ; il s'est ainsi désancré du Moyen-Orient pour devenir, après le trotskysme ou le guévarisme, une proposition philosophique et politique dont l'universalisation invite à la discussion. Le soulèvement des gilets jaunes, salué du Rojava, a enfoncé le clou : à la faveur d'un enracinement militant antérieur, le municipalisme libertaire est apparu dans la Meuse, à Commercy (puis lors de l'Assemblée des assemblées, en charge de coordonner le mouvement). S'il importe de ne pas forcer le trait[5], reste que cela fut perçu par la gauche de transformation sociale comme le signe, moins lointain, d'un chantier politique à investir.

Torn Around

Affaire idéologique, aussi — posons ici trois axes.

Un : la prise de conscience du péril écologique en cours, annoncé par Bookchin depuis les années 1950, a rebattu les cartes : l'avenir n'est plus un horizon mais une menace. Planète ravagée, extinction de masse des espèces ; voilà maintenant que l'air se vend en bouteille. Par sa défense d'une écologie « sociale » et son rejet de l'environnementalisme et d'une écologie mystique, romantique et réactionnaire, Bookchin offre des outils à notre époque : contre les « petits gestes » et les survivalistes,

il pose que « *l'avenir de la vie sur la planète dépend de l'avenir de nos sociétés* », c'est-à-dire du capitalisme et de son dépassement par la voie révolutionnaire. Deux : la débâcle du communisme d'État, l'incapacité anarchiste à gagner le grand nombre, la prise de pouvoir néolibérale et les déculottées réformistes (de Mitterrand à Tsípras) ont laissé hagards celles et ceux qui escomptent en finir avec les inégalités de classes et les oppressions sexistes et racistes. Le centralisme léniniste aura, balancier oblige, généré son contraire : l'air du temps radical est désormais aux foyers, à la sécession, aux îlots, aux oasis, aux archipels, aux brèches, aux interstices, à l'ici-et-maintenant. Fragmentation des grands récits, funérailles des solutions globales.

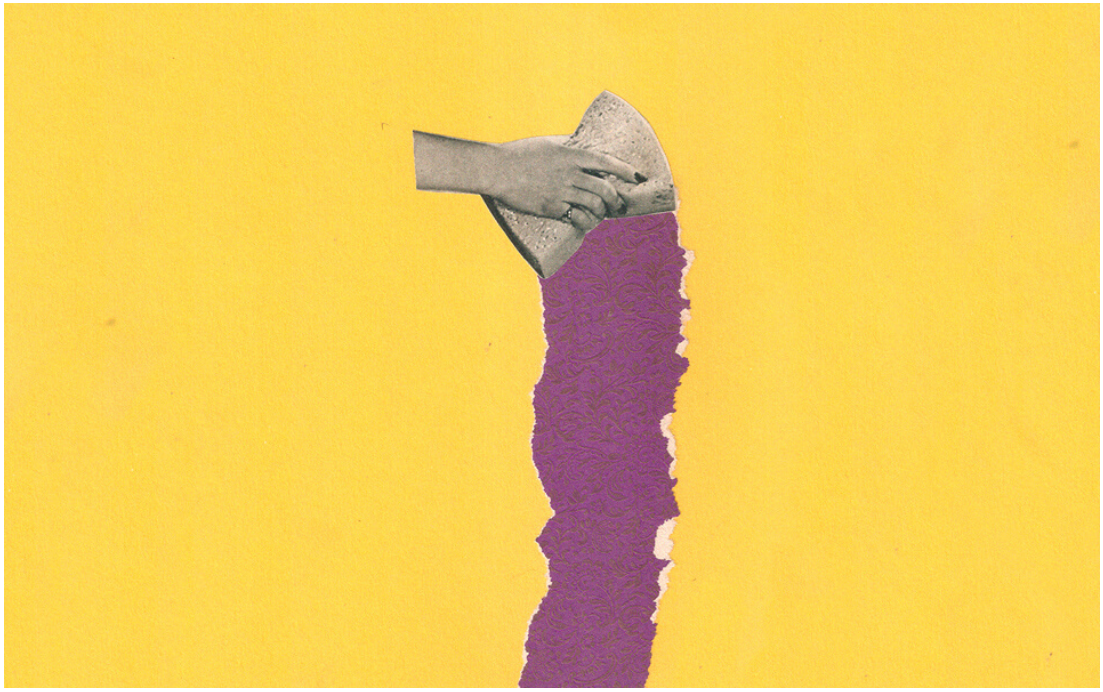
> ***« Puis le natif du Bronx, héritier d'une famille ouvrière juive russe, de marquer ses distances avec l'anarchisme pour achever de structurer son grand projet politique. »***

Tout en rejetant avec la dernière énergie le totalitarisme révolutionnaire et ses pouvoirs productivistes bureaucratiques, Bookchin a combattu la « *tyrannie de l'absence de structure* » et la haine des institutions, le mépris des programmes et l'aventurisme, le culte de l'action et le primat du rêve, l'hégémonie de Foucault sur la théorie critique et l'éloge existentiel du *way of life*, la glorification de l'esthétique et de l'éphémère. Jusqu'au dernier d'entre ses jours, il a tenu à rappeler que toute politique d'émancipation est affaire de *masses* et d'*organisation*. Lutter par le bas sans jamais s'isoler du grand nombre ni avancer sans savoir où cela nous mènera : un équilibre théorique et pratique aujourd'hui singulier, offrant en outre une feuille de route accessible à qui le souhaite. Trois : l'aspiration démocratique des citoyens ordinaires et la défiance subséquente à l'endroit des « élites » et des « oligarques » des quatre coins de la planète a ravivé, aux côtés de la percée populiste « de gauche », la critique de la démocratie représentative. Des occupations de places au RIC réclamé par nombre de gilets jaunes, l'exigence est unanime : la politique doit revenir à la base. « *Les mots de l'expression "démocratie représentative" se contredisent mutuellement* », affirmait Bookchin dès les années 1980. Le communalisme, pour partie héritier de la cité d'Athènes, tombe à pic.

Aller à la source

Au lecteur soucieux de la biographie du penseur, un copieux ouvrage existe aux éditions L'Amourier : *Écologie ou catastrophe, la vie de Murray Bookchin*. Au lecteur que le temps contraint, nous renvoyons aux présentes colonnes. Disons ici seulement ceci : né en 1921, disparu en 2006, celui que l'Internationale situationniste qualifiait en son temps de « *crétin confusionniste* » (une « *erreur* », nous confiera Raoul Vaneigem à l'été 2019) fut

tour à tour militant communiste orthodoxe, trotskyste et anarchiste. Puis le natif du Bronx, enfant d'une famille ouvrière juive russe, de marquer ses distances avec l'anarchisme pour achever de structurer son vaste projet politique : le municipalisme libertaire, ou communalisme. La synthèse d'une vie de militantisme et de réflexion — pour ce faire, Bookchin affirma puiser dans « *le meilleur du marxisme et de l'anarchisme* ». Du premier, il conserva la rationalité et le désir d'appréhender systémiquement le monde ; du second, sa perspective fédéraliste et sa critique de l'État comme des hiérarchies.



Torn Around

Tel était, selon ses propres mots, l'objectif alloué au communalisme : « *remplacer l'État, l'urbanisation, la hiérarchie et le capitalisme par des institutions de démocratie directe et de coopération* ». Bookchin imagina toutes les étapes nécessaires à l'avènement d'une révolution sociale — entendu que celle-ci gisait sous les ruines de l'Espagne, de Moscou ou du Chili. Ainsi s'énoncent-elles à grands traits : créer des pôles municipalistes locaux (réceptifs, au besoin, aux spécificités culturelles du territoire) ; mettre en place des assemblées démocratiques (règle majoritaire, pleine liberté d'expression) ; travailler à leur extension par des revendications audibles du tout-venant ; généraliser l'éducation populaire ; s'emparer des mairies ; mailler le pays et articuler l'intégralité des communes nouvellement autogouvernées ; instituer un Congrès de délégués — ou « Commune des communes confédérées » — afin de centraliser ce qui doit l'être ; s'armer ; exproprier les

possédants par la municipalisation de l'économie ; vider l'État — c'est-à-dire le « *contrôle social professionnel, systématique et organisé* » — de sa légitimité régulatrice et donc de sa puissance ; le renverser au terme d'un probable affrontement final et s'engager, en parallèle de la création d'une nouvelle Internationale, dans le plein déploiement du communisme libertaire écologiste. On en trouvera le détail dans la présente revue.

Bookchin citoyenniste ?

> ***« Des espaces de dialogue "participatifs", "concertés" et, pour les plus ambitieux d'entre eux, "éthiques" n'y suffiront probablement pas. »***

En 2019, le mensuel *Silence*, qui œuvre à la promotion de la non-violence et à l'« *élaborations d'utopies* », présente Bookchin comme sa « *grande source d'inspiration* ». La même année, Pablo Servigne, chef de file de la collapsologie et partisan d'une réhabilitation de la « spiritualité » en politique, invite à le « *lire et relire* ». Extinction Rebellion, porte-drapeau de la non-violence verte, des soins énergétiques et des bulles régénératrices, le cite à son tour dans l'une de ses lettres d'information. Au mois de novembre paraît un *Guide du municipalisme*, sous-titré *Pour une ville citoyenne, apaisée, ouverte* : il est coordonné par le parti Barcelona en común (lui-même composé de militants de Podemos, de la Gauche unie et alternative ou de l'Initiative pour la Catalogne Verts), coécrit par la fille de Bookchin et la mairesse de Barcelone, Ada Colau, et parrainé, en France, par Commonspolis (« *un think-do tank au service des réseaux et cultures pour le changement [...] [et la] transformation non-violente des conflits par la construction de politiques citoyennes* »). L'Institut de la concertation et de la participation citoyenne promeut quant à lui le municipalisme dans le cadre des élections françaises de 2020 : citant Bookchin, il enjoint à renforcer le pouvoir des citoyens (« *notamment par le biais de dispositifs ambitieux de concertation publique et de dialogue entre les parties prenantes* »), accroître « *la cohésion de notre société* », refonder la démocratie et débattre « *avec une exigence d'ouverture et de bienveillance* ». Aux côtés d'Europe Ecologie - Les Verts, les Groupes d'action municipalistes écologistes et sociaux (GAMES) se revendiquent mêmement du théoricien étasunien et, se présentant comme « *une plateforme citoyenne, créative et collaborative* », aspirent tout autant à présenter des listes en 2020.

Empruntons à Frédéric Lordon la définition qu'il formule du citoyennisme puisqu'elle épuise ce qu'il convient d'en dire. « *[Q]ui débat pour débattre, mais ne tranche rien, ne décide rien et surtout ne clive rien. Une sorte de rêve démocratique cotonneux*

précisément conçu pour que rien n'en sorte. » Et craignons la citoyennisation de Bookchin. Crainte partagée, du reste, par l'essayiste et agriculteur Floréal M. Romero dans son récent ouvrage *Agir ici et maintenant* : sous couvert de communalisme, l'accession aux mairies apparaît comme un simple « *recyclage de la social-démocratie* ». Il ne fait pourtant aucun doute que Bookchin misait sur l'échelon électoral municipal (et *seulement* lui) pour permettre aux assemblées de mettre la main sur villes et villages. Seulement voilà : c'était un levier, non une fin en soi. Dans l'une des préfaces qu'il rédigea à *La Société à refaire*, Bookchin nota qu'il ne saurait être question de se « *born[er] à une simple pratique électorale* »[6]. « *La seule solution qui existe, c'est de le détruire [le capitalisme], car il incarne tous les maux — des valeurs patriarcales à l'exploitation de classe* », écrivait-il encore. L'entreprise communaliste ne souffre aucune équivoque sitôt qu'on lit l'auteur avec le soin nécessaire : abolition du capitalisme, des classes sociales, du critérium de la croissance, de l'État, de la police, de l'armée, de la propriété privée des moyens de production, des hiérarchies au sein de l'espèce humaine (de genre et de race) et de la domination de cette dernière sur l'ensemble du monde animal et végétal. Il y a fort à parier que des espaces de dialogue « participatifs », « concertés » et, pour les plus ambitieux d'entre eux, « éthiques » n'y suffiront pas. Pas plus que l'économie sociale et solidaire, le commerce équitable et les seuls circuits courts coopératifs chers à nos municipalistes.

Torn Around

Le pouvoir, donc les armes

Prenons la France et ses bientôt 67 millions d'habitants.

Les effectifs de la Police nationale ? 150 000 hommes et femmes, à peu de choses près. La gendarmerie ? 100 000. L'armée de terre ? Plus de 110 000. La puissance de feu — dont il n'est plus à démontrer qu'elle frappera les partisans de la justice et de l'égalité sitôt qu'ils représenteront une menace substantielle pour l'ordre capitaliste — apparaît ainsi dans toute sa netteté. Le Chili du libéral Piñera tire à balles réelles ; la France du libéral Macron crève des yeux, arrache des mains, moleste pompiers et lycéens : cela sans même le début d'une richesse répartie ou d'un semblant de déprivatisation. Une ZAD ne tient que tant que la troupe se tient à l'extérieur. Toute proposition anticapitaliste dont le préambule ne dénoue pas la question des forces armées s'avère par conséquent nulle et non avenue. Lénine, qui avait au moins pour lui d'aligner logiquement deux idées, n'écrivait pas en vain, à la veille de la prise du pouvoir des bolcheviks, qu'il faudra instaurer pour la survie de la révolution le « *remplacement de la police par une milice populaire* » — laquelle ne ferait « *qu'un avec l'armée* » (autrement dit : « *armement général du peuple substitué à l'armée permanente* »).

> ***« Toute proposition anticapitaliste dont le préambule ne dénoue pas la question des forces armées s'avère par conséquent nulle et non avenue. »***

Que soutient la doctrine communaliste en l'espèce ? Dans *Un autre futur pour le Kurdistan ?*, l'essayiste Pierre Bance a souligné l'inflexion de Bookchin : sa stratégie du pourrissement progressif de l'État (années 1970) évolua en stratégie de la confrontation (années 1990). Entendre qu'il faudra affronter le pouvoir étatique à chaque avancée communale, tout en s'échinant à le tenir à distance autant qu'il est possible, ceci jusqu'à la grande bataille révolutionnaire. Le « second » Bookchin n'en doutait plus : le déploiement démocratique constituera une menace aux yeux de l'État et ce dernier attaquera (« *[J]e ne crois pas non plus que la bourgeoisie va abdiquer volontairement son statut, encore moins sa mainmise sur la société !* », lançait-il en 1996). En l'absence de forces d'autodéfense, l'expérience communaliste se trouverait dès lors « *à [s]a merci* ». D'où l'impératif, explicitement formulé par sa compagne et exégète Janet Biehl, de « *former une milice pour remplacer la police et l'armée* » dans tous les secteurs passés sous le contrôle des assemblées. Une milice (ou « garde civique », pour employer un terme moins négativement connoté) entièrement aux ordres de la population et dotée d'officiers élus. La tension entre les communes et l'État, lit-on dans *Le Municipalisme*

libertaire, est même « *désirable* » : à mesure que le communalisme s'étendra au sein des frontières nationales, accumulant par là même force pouvoir (un « *pouvoir parallèle* », un « *contre-pouvoir* » : un « *pays dans le pays* », résume Romero), l'État, progressivement délégitimé, sera conduit à réagir. Le face-à-face qui s'ensuivra certainement déterminera qui de la révolution démocratique ou de l'ordre statocapitaliste l'emportera.

Ce que Bookchin nommait « *vider l'État* » mérite alors toute notre attention : une insurrection frontale, estimait-il, est condamnée à l'échec au regard des effectifs répressifs en présence. Il faut donc, par le patient processus communaliste, saper « *matériellement et moralement* » l'ensemble des institutions étatiques afin, le jour venu, de provoquer sa chute « *sans trop de difficultés* ». « *Que le peuple dispose ou non du pouvoir repose finalement sur la question de savoir s'il dispose d'armes* », assurait Bookchin, liant ainsi, fidèle à son inspiration grecque, la démocratie populaire à l'autodéfense. En 1995, dans *From urbanization to cities*, il en précisait les contours : « *[U]ne garde civile composée de patrouilles tournantes, à des fins de police, et des contingents militaires bien entraînés pour répondre aux menaces extérieures.* »

*

On peut ne pas suivre Bookchin dans l'ensemble de ses développements (Biehl elle-même estime qu'il est préférable de construire le communalisme sans remettre en cause l'État-nation[7]) ; on gagne à discuter ses thèses et leur application géographique et temporelle ; on ne saurait, en revanche, enrôler Bookchin sans saisir la cohésion d'ensemble de sa doctrine. Qui, on l'a compris, ne barguigne pas : intégrer un conseil municipal, voire diriger une ville, n'est d'aucun secours si cela ne participe pas d'une transformation globale sans « *compromis avec cet ordre social* ». Donc de la fin du règne capitaliste au profit d'une « *société communiste libertaire* ». Rien de moins.

Illustration de bannière : Torn Around

---

1. Les auteurs marquent toutefois de claires distances avec Bookchin sur trois points : sa technophilie, son idéalisation d'Athènes et son « *culte du localisme* ». Le dernier mériterait d'être discuté : contrairement à ce qu'affirment Löwy et Besancenot, Bookchin n'était pas favorable à l'autarcie économique des communes — bien au contraire.[↩]
2. Si Bookchin a proposé la conceptualisation systémique la plus aboutie du municipalisme, marquant par là même le terme de son empreinte, il n'est pas l'inventeur de ce dernier (on le trouve par exemple chez un certain Jules Ferry dans les années 1860). Il est manifeste que, de par le monde, ce signifiant est également

mobilisé sans se référer à Bookchin. L'essayiste québécois Jonathan Durand Folco affirme ainsi que le municipalisme bookchinien « *n'est pas la seule vision possible* » du municipalisme — et qu'il remonte, comme *idée*, à l'Antiquité. Le présent texte traitera uniquement du municipalisme libertaire tel que théorisé par Bookchin.[↩]

3. On pourra lire, pour de plus amples développements, *Un autre futur pour le Kurdistan ?* de Pierre Bance, aux éditions Noir & Rouge (2017).[↩]
4. Selon la formule de Cemil Bayik, cadre du PKK. Pour une vue d'ensemble de l'expérience révolutionnaire menée au Rojava, on lira avec profit *Comprendre le Rojava dans la guerre civile syrienne* de Raphaël Lebrujah (Éditions du Croquant, 2018) et *La Commune du Rojava* (Syllepse, 2017). Pour un examen attentif du PKK, on lira *Öcalan et le PKK* de Sabri Cigerli et Didier Le Saout (Maisonneuve & Larose, 2005).[↩]
5. En février 2019, l'un des gilets jaunes de Commercy, connu pour son implication dans le mouvement, nous confiait à ce propos : « *Le terme "municipalisme libertaire" n'est plus employé à Commercy, on préfère parler d'assemblées populaires — ce qui revient au même. On s'en fiche des mots, on les met en pratique ! On s'en fiche que ça soit bookchinien ou non, on ne veut pas plaquer des idéologies pré-existantes sur les pratiques qu'on expérimente.* »[↩]
6. Ce que reconnaît sans détour Faire Commune, affirmant fin 2019 que « *le communalisme ne se réduit pas aux municipales* ».[↩]
7. Ainsi qu'elle le formule dans *Écologie ou catastrophe, la vie de Murray Bookchin* (ou encore dans *Le Municipalisme libertaire*, Écosociété, 1998-2013), l'État de droit centralisé permet à ses yeux d'homogénéiser les avancées progressistes sur l'ensemble du territoire national, donc de les imposer également aux espaces historiquement réactionnaires. Elle affirme en outre que l'État, réduit à ses seuls travers par Bookchin et l'ensemble des anarchistes, demeure la structure la mieux à même d'affronter la globalisation marchande et le péril écologique.[↩]